
Tendre la main aux femmes canadiennes et aux jeunes Canadiennes

Myrna Driedger, députée provinciale

L'Association parlementaire du Commonwealth (APC) et les Femmes parlementaires du Commonwealth (FPC) cherchent ensemble à améliorer la représentation des femmes dans les assemblées législatives du Canada et du Commonwealth. Créée en 2005, la section Région du Canada des FPC est composée de femmes parlementaires des assemblées législatives provinciales et territoriales et du Parlement fédéral. Elle a pour buts et objectifs d'offrir des possibilités de discussion stratégique et de perfectionnement professionnel aux parlementaires futures et actuelles; d'augmenter la représentation féminine dans nos parlements; de tisser des liens entre les femmes parlementaires canadiennes; de favoriser les relations avec d'autres pays qui ont des liens parlementaires étroits avec le Canada; de discuter, d'établir des stratégies et de prendre des mesures concrètes relativement aux enjeux liés au genre, au Canada et à l'étranger. Les FPC poursuivent leurs objectifs au moyen des conférences annuelles de l'Association parlementaire du Commonwealth et de conférences régionales, de programmes de sensibilisation et de leur participation à de nombreux ateliers de formation électorale à l'échelle du pays. Le présent article porte sur le Programme de sensibilisation qui s'est tenu à Québec.



Pour accroître la participation politique des femmes et des filles, il est extrêmement important de les sensibiliser et de leur communiquer de l'information sur le rôle des parlementaires, le système parlementaire et le processus politique. Les programmes de sensibilisation constituent une occasion en or d'encourager la participation et de

démystifier le monde politique.

La section Région du Canada des FPC participe aussi à de nombreuses activités dans les écoles à l'échelle du pays — pour exprimer des réflexions et raconter des expériences — dans l'espoir d'inspirer des femmes et de leur donner le goût de se lancer en politique.

Le Programme de sensibilisation des FPC vise à accroître la représentation des femmes au sein de tous les ordres de gouvernement. Pendant le programme, les participantes discutent de divers sujets : le rôle des FPC et les objectifs

du Programme de sensibilisation des FPC, les nombreux rôles des parlementaires, l'augmentation de l'implication des jeunes, les préparatifs en vue du jour du scrutin et le processus électoral, l'aide offerte aux candidates, l'augmentation de la représentation des femmes dans la fonction publique, l'importance de la participation des membres de la collectivité et de la circonscription.

Le Programme de 2013

En tant que présidente de la section Région du Canada des FPC, j'ai dirigé une délégation composée de membres de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Île-du-Prince-Édouard et des Territoires du Nord-Ouest pour assister au Programme de sensibilisation des FPC qui s'est tenu à Québec, du 20 au 23 mars 2013.

La sixième édition annuelle du Programme de sensibilisation s'inscrivait dans le prolongement des visites fructueuses effectuées à l'Île-du-Prince-Édouard en 2011, en Colombie-Britannique en 2010, au Nunavut en 2009, en Nouvelle-Écosse en 2008 et aux Territoires du Nord-Ouest en 2007¹.

Dans le cadre du Programme de 2013, la délégation a rencontré à Québec des membres des institutions et des organisations suivantes :

- Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie
- Des membres de l'Assemblée des Premières Nations du Québec
- Des élèves de l'école secondaire de Neufchâtel

Myrna Driedger représente Charleswood à l'Assemblée législative du Manitoba. Elle est porte-parole en matière de finances et chef adjointe du Parti progressiste-conservateur. Elle est aussi présidente des Femmes parlementaires du Commonwealth pour la Région du Canada de l'APC.

- Des journalistes de la Tribune de la presse de l'Assemblée nationale.

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD) est un organisme qui fait la promotion de l'action citoyenne, de l'éducation et de l'engagement politique. Il offre aussi de l'encadrement aux femmes qui souhaitent se lancer en politique. Depuis 2004, près de 150 femmes ont été accueillies à son École Femmes et Démocratie, offerte de concert avec l'École nationale d'administration publique (ENAP) du Québec, et ont participé à un programme pilote de mentorat destiné aux femmes en politique.

Nous devons ouvrir des portes et nous devons nous assurer qu'elles demeurent ouvertes, pour que d'autres puissent y passer.

Rosemary Brown
Première députée afro-canadienne
de l'Assemblée législative de la
Colombie-Britannique

Le GFPD a élaboré un programme venant en aide aux femmes qui souhaitent se lancer en politique. Dans le cadre de ce programme, elles sont jumelées à des mentors qui les aident à se développer, tant sur le plan interpersonnel que sur le plan professionnel. Un autre objectif du projet pilote, qui a été lancé en 2004, était toutefois de renseigner les femmes sur les étapes à suivre pour entrer en politique. M^{me} Hémond a décrit le projet pilote, ses objectifs et le concept du codéveloppement pour accompagner les femmes dans le monde politique.

On a rappelé l'importance d'une entente de mentorat où les rôles et les objectifs respectifs des participantes sont clairs et où les modalités de fonctionnement et les résultats à moyen et à long terme sont bien définis. Les aptitudes à écouter, l'ouverture d'esprit, l'empathie, la confiance et la capacité de ne pas porter de jugement sont des qualités primordiales pour que l'entente de partenariat/mentorat réussisse. En outre, il est essentiel de se créer un réseau et de tenir des réunions régulièrement pour permettre les ajustements, le questionnement, la prestation de conseils et le transfert de connaissances et d'expérience.

Le groupe de travail des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador a été créé en 2007. Un de ses objectifs consiste à soutenir les femmes des Premières Nations déjà actives dans le monde politique, les femmes qui souhaitent se lancer en politique et les femmes qui veulent jouer un rôle plus actif dans leur communauté.

Le groupe nous a indiqué que les 11 nations (des Premières Nations et inuite) du Québec connaissent toutes des problèmes similaires : violence conjugale, discrimination et inaccessibilité à l'enseignement supérieur. Les membres

du groupe de travail ont décrit leur parcours respectif et les problèmes d'égalité, de justice, de prostitution et de violence auxquels elles ont été confrontées. Elles ont rappelé qu'il faut s'attaquer à tous ces problèmes. Selon elles, l'éducation demeure la clé pour aider les femmes. Celles-ci doivent non seulement avoir accès à l'enseignement supérieur, mais aussi avoir la possibilité et/ou le mandat d'enseigner et de s'instruire à un niveau de scolarité plus élevé. Bon nombre de participantes considéraient que ce n'est pas le cas actuellement.

Le groupe de travail a aussi indiqué qu'un plus grand nombre de femmes doivent s'impliquer dans leur communauté afin de créer un réseau faisant la promotion de l'estime de soi, des sports, des modes de vie sains et de l'entraide entre elles et leurs enfants. Une participante a parlé d'un défi auquel les femmes des Premières Nations sont confrontées : « La Loi sur les Indiens favorise les hommes. Les femmes sont traitées comme des mineures. Nous ne sommes pas en mesure d'emprunter auprès des banques. Comment pouvez-vous vous attendre à ce que nous entrions sur la scène politique si nous n'avons même pas les droits les plus fondamentaux? » Une participante a aussi rappelé que c'est le chef de bande qui décide qui fréquente les écoles. La seule chose que les femmes des Premières Nations peuvent faire consiste à présenter des résolutions lors des réunions du conseil de bande. Très peu de ces résolutions sont adoptées.

La présence de femmes dans le monde public confirme la légitimité des principes démocratiques de base, tandis que leur absence l'affaiblit.

Sylvia Bashevkin, professeure
Université de Toronto

Le parlement modèle de l'école secondaire de Neufchâtel se positionne comme un chef de file. Cette école est la première de la région de Québec et la quatrième au Québec à avoir transformé son conseil étudiant en parlement modèle. En 2006, dans le but de mieux faire connaître la démocratie aux jeunes grâce à l'éducation, la Fondation Jean-Charles Bonenfant (organisme apolitique) a proposé un nouveau mode de fonctionnement aux conseils étudiants des écoles secondaires, inspiré de certains aspects de l'Assemblée nationale.

L'aventure est profitable pour la direction, car c'est une structure concrète qui plaît aux élèves et qui leur permet de se prévaloir de leur droit de parole. Le parlement modèle est un organe consultatif, mais la direction évalue toutes ses demandes et agit de concert avec les élèves pour faire avancer les projets jugés d'intérêt public. Cette formule incite tous les élèves à participer à la prise des décisions qui les touchent et qui touchent leur école. Elle permet aux jeunes de mieux connaître les valeurs démocratiques et de les



Membres de la délégation au Programme de sensibilisation 2013 (de gauche à droite) : Wendy Bisaro (Territoires du Nord-Ouest), Bridget A. Pastoor (Alberta), Myrna Driedger (Manitoba), Nadine Wilson (Saskatchewan), Paula Biggar (Île-du-Prince-Édouard), Leanne Rowat (Manitoba), Laura Ross (Saskatchewan). Remarque : La photo a été prise pendant la visite de l'Assemblée nationale du Québec et ne comprend pas les parlementaires québécoises qui ont participé au Programme de sensibilisation (Charlotte L'Écuyer, Denise Beaudoin, Diane Gadoury-Hamelin et Michelyne C. St-Laurent).

mettre en pratique (comme la liberté d'expression, le respect des opinions des autres, l'art du compromis, la solidarité, la justice, la tolérance, l'équité, l'égalité, la représentation, le droit de vote et l'accès à l'information).

Les 1 450 élèves s'emploient activement à devenir des modèles d'engagement. Pour ce faire, ils respectent un code d'éthique (respect, rigueur, intégrité et engagement) et suivent un programme enrichi (en science et technologie, musique, éducation physique/sports ou arts visuels), tout en fonctionnant dans une démocratie scolaire.

En plus de s'enquérir des conseils que les parlementaires donneraient aux jeunes pour les inciter à se lancer en politique, les élèves se sont montrées curieuses et désireuses d'en savoir plus sur le travail des représentantes élues, leurs façons d'équilibrer leurs vies professionnelle et familiale, la manière dont elles composent avec les enjeux de leur région et de leur parti, la participation des jeunes à leur campagne électorale, leur point de vue sur les médias sociaux, et les différences et les difficultés propres aux femmes en politique.

Les participantes ont eu une discussion fort intéressante avec un groupe de femmes journalistes de la Tribune de la presse de l'Assemblée nationale. Elles ont eu l'occasion de discuter non seulement de leur point de vue sur la manière dont les médias dépeignent les femmes en politique, mais aussi des difficultés et des possibilités rencontrées par les femmes journalistes politiques.

Conclusion

Le sixième Programme de sensibilisation des FPC, organisé par la députée québécoise Charlotte L'Écuyer avec

le soutien du personnel de l'Assemblée nationale, a permis de promouvoir l'engagement dans la vie politique, d'échanger avec divers dirigeants et organismes communautaires, et de sensibiliser la population aux enjeux féminins. Avant l'arrivée de la délégation à Québec, des consultations très longues ont été tenues afin de cerner les principaux dirigeants et organismes communautaires, ainsi que les candidates éventuelles dans chaque région. Il est également essentiel de consulter les réseaux locaux pour assurer la réussite du Programme de sensibilisation des FPC. Grâce à ces consultations, les membres des FPC ont pu profiter, tout au long du Programme, d'échanges avec de nombreuses femmes compétentes, passionnées et actives au sein de la collectivité.

Le Programme de sensibilisation de la section Région du Canada des FPC est une véritable réussite. Des centaines de Canadiennes ont établi des liens avec des femmes parlementaires et nous espérons les avoir renseignées, leur avoir permis de tisser des liens, les avoir habilitées et les avoir incitées à passer à l'étape suivante, c'est-à-dire d'entreprendre une carrière politique en notre compagnie.

Notes

- 1 Pour de plus amples renseignements sur les programmes précédents, voir Charlotte L'Écuyer, « Le premier programme de sensibilisation des Femmes parlementaires du Commonwealth », *Revue parlementaire canadienne*, vol. 30, n° 3 (automne 2007), p. 6-7. Gary Levy, « 50^e Conférence de la région canadienne de l'APC, Québec », *Revue parlementaire canadienne*, vol. 35, n° 2 (été 2012), p. 57-59.